

# LUDOVIC PAILLER

*Agrégé des facultés de Droit*  
*Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3*  
*Chargé de mission à la formation « Droit, économie et gestion »*  
*Assesseur du Doyen en charge de la Licence*  
*Directeur du Master « Droit et Activités numériques »*  
*Directeur de la Clinique juridique Lyon 3 et du DU Clinicien du droit*  
*Co-président de la section "Code and Law" de la Société de Législation Comparée*  
*Membre du Centre de recherche sur le droit international privé*  
*(EDIEC EA4185)*

## **FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES :**

**2019 à ce jour :** Professeur agrégé à l'Université Jean Moulin Lyon 3

**2017 à 2019 :** Maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon 3

**2016-2017 :** Post-doctorat à l'Université de Limoges, au sein de l'Observatoire des Mutations institutionnelles et juridiques (OMIJ, EA 3177).

**2015 :** Doctorat en droit privé et sciences criminelles de l'Université de Limoges  
Mention très honorable avec félicitations du jury, proposition pour un prix de thèse.  
Prix de thèse René Cassin 2016.

**2011-2016 :** Doctorant contractuel avec charges d'enseignement puis Attaché temporaire d'enseignement et de recherches (Université de Limoges).

**2010-2011 :** Master 2 « Droit privé général et européen » (Université de Limoges), *major* de promotion.

## **ENSEIGNEMENTS :**

*Enseignements en licence :* Droit civil (personnes et famille), Initiation au droit comparé et aux droits étrangers, Théorie générale des droits et libertés fondamentaux, Régime de l'obligation, Libertés de l'Union européenne, Droit du marché intérieur de l'Union européenne, Enjeux juridiques du numérique.

*Enseignement en Master 1 :* Droit international privé, Droit du commerce international.

*Enseignements en Master 2 :* Argumentation juridique, Droit civil approfondi, Droit de la coopération judiciaire en matière civile, *European and Comparative Private International Law*, Contrats internationaux, *Contracts and private international law*, *International Sale of Goods*, Droit international privé des personnes et de la famille, Droit international privé des groupements, Droit international privé et propriété intellectuelle, Actualité du droit pénal.

*Enseignements en IEJ :* Note de synthèse.

**Missions Internationales :** Droit international privé (conflit de juridictions et conflit de lois) à l'Université d'Aïn Chams (Le Caire, Égypte, 2017, 2018, 2019, 2020 et 2023) ; Droit civil (les

biens) (2019), Droit international privé (2019, 2020, 2021 et 2022) et Droit du numérique (2021, 2022 et 2023) à l'Université française d'Arménie ; Droit du commerce international à l'Université El Salvador (Argentine, 2020, 2021 et 2022) ; Droit des contrats internationaux à l'Université de Sao Paulo (Brésil, 2021 et 2022) ; Droit international privé au Centre juridique Franco-Roumain de l'Université de Bucarest (2021 et 2022) ; *Private International Law* (Laos, 2022).

## **PUBLICATIONS :**

### **Monographie :**

- *Le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans la construction d'un espace judiciaire européen en matière civile et commerciale*, thèse de doctorat, dir. F. Marchadier et É. Garaud, soutenue à Limoges le 9 novembre 2015, Prix de thèse René Cassin 2016, Ed. Pedone, coll.de la Fondation René Cassin, 2017.
- *Les réseaux sociaux sur internet et le droit au respect de la vie privée*, Préf. F. Marchadier, Larcier, 2012.

### **Directions scientifiques :**

- *La circulation globale des données de santé*, Sao Paolo, 15 avr. 2024.
- *La codification du droit international privé à l'heure européenne ? Aspects de droit comparé*, Lyon, le 16 novembre 2023.
- avec X. AUREY, *Le clinicien dans tous ses états*, Lyon 3, 29 juin 2022, actes parus dans la revue Cliniques juridiques 2022, vol.6.
- Avec C. NOURISSAT, *Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union européenne ?*, Lyon les 17, 18 et 19 novembre 2021.
- *La codification du droit international privé à l'heure européenne ? Saison 2*, Lyon, le 17 novembre 2022.
- *La codification du droit international privé à l'heure européenne ? Saison 1*, Lyon, le 18 mars 2021.

### **Participation à des ouvrages collectifs :**

- « International Jurisdiction of Administrative and Judicial Authorities in Consumer Disputes Involving AI Systems » in M. HO-DAC, M. et C. PELLEGRINI (dir.), *Governance of Artificial Intelligence in the European Union*, Bruylant, 2023, p. 273-291
- avec C. NOURISSAT, « Ratio colloqui », in L. PAILLER et C. NOURISSAT (dir.), *Un système de droit international privé de l'Union européenne ? Bilan et perspectives de 20 ans de coopération judiciaire en matière civile*, Bruylant 2023, p.15.
- « La conciliation de la protection des données et des moyens de paiement », in A. MAYMONT (dir.), *Les défis juridiques de l'évolution du paiement*, Clermont-Ferrand, le 14 oct. 2022, *Revue de Droit bancaire et financier* n° 2, Mars-avril 2023, dossier 9.
- « La localisation du dommage en matière d'atteinte à la vie privée », in O. BOSKOVIC et C. KLEINER (dir.), *La localisation du dommage en droit international privé*, *Revue de droit des affaires internationales* 2022, p.657
- « Applications et potentialités de la charte des droits fondamentaux en Droit civil - Aspects substantiels », *RDLF* 2022 chron n°49 ([www.revuedlf.com](http://www.revuedlf.com))

- « L’invocation du principe de confiance mutuelle en droit de la coopération judiciaire en matière civile : un mal pour un bien ? », in F. RIEM et M. PELEMANS, *La confiance mutuelle dans l’Union européenne. De l’objectif politique au principe juridique*, Mare et Martin, 2022, p.51
- « La fondamentalisation des droits du consommateur » in Combet, M. (dir.), *Le droit européen de la consommation au XXI<sup>e</sup> siècle*, 1<sup>e</sup> édition, Bruxelles, Bruylant, 2022, p. 57-68
- « Le fabuleux destin des motifs du droit dérivé devant le juge judiciaire français ou la densification normative des considérants », Mélanges Vassilio Skouris, Ed. Mare et Martin.
- « Le principe de confiance mutuelle, au nom des valeurs de l’Union ? », in H. GAUDIN (dir.), *Réseau de normes, réseau de juridictions. Le nouveau paradigme des droits fondamentaux en Europe, entre primauté et clause la plus protectrice*, Mare & Martin, 2021, p.95
- “Technological Tools, *Compliance by design* and the GDPR : Data Protection by Design”, in M.-A. FRISON-ROCHE (dir.), *Compliance Tools*, Bruylant, 2021, p.299.
- « La famille du citoyen européen : circuler, séjourner », in H. FULCHIRON (dir.), *Le migrant et sa famille dans un monde globalisé*, Lyon 3, 27 novembre 2019.
- « Les clauses d’élection de for à l’épreuve des droits fondamentaux », in M. LAAZOUZI (dir.), *Les clauses attributive de compétence internationale : de la prévisibilité au désordre*, Ed. Panthéon-Assas, 2021, p.33
- « La sensibilité du droit privé », in Q. RICORDEL (dir.), *Colloque Dura lex sed lex ? A la recherche de la sensibilité en droit*, Limoges, 17 et 18 octobre 2019.
- « L’application de la charte au droit de la coopération judiciaire en matière civile : un bilan en trompe l’œil », in R. TINIERE et C. VIAL (dir.), *Les 10 ans de la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne : bilans et perspectives*, Bruylant, 2020, p.41
- « La Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne », in H. FULCHIRON (dir.), *La circulation des personnes et de leur statut dans un monde globalisé*, LexisNexis, 2019, pp. 77-86.
- « Secret du délibéré et opinions dissidentes à la Cour EDH », in M. NICOLAS (dir.), *Secret du délibéré et opinions dissidentes*, à paraître.
- « La protection du sous-traitant dans l’ordre international », in S. TISSEYRE (dir.), *Sécuriser la sous-traitance : quels nouveaux défis ?*, à paraître.
- « La disparition de la définition des présomptions après l’ordonnance du 10 février 2016 », in A.-B. CAIRE ET C. DOUNOT (dir.), *Les artifices du droit (II) – Les définitions*, Ed. Centre Michel de l’Hospital, 2019, pp. 149-163
- « L’invocabilité de la charte des droits fondamentaux », in L. CLEMENT WILZ (dir.), *Le rôle politique de la Cour de justice*, Bruylant, 2018, pp.121-143.

#### Articles :

- « CNIL. Saisine par les personnes physiques. Pouvoirs de contrôle et de sanction », Fasc. 938, Jurisclasseur Communication, Janv. 2024.
- « Droit au déréférencement : état des lieux et perspectives », *L’observateur de Bruxelles* 2023/2, n°132, p.8.
- « La localisation du dommage », Rapport français en vue du 21<sup>ème</sup> Congrès international de droit comparé (Asunción, 23-28 oct. 2022), *RIDC* 2023/2, p.323

- « La délimitation de l'effet spatial des règles de droit par les droits fondamentaux », Europe des Droits & Libertés/Europe of Rights & Liberties, septembre 2021/2, n° 4, pp. 168-184.
- « L'art de la fuite en avant. A propos de l'article 7 de la loi n°2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique », *D.* 2021, p.1928.
- « Pour une réinterprétation de la notion d'empêchement de l'exécution », *AJ Contrat* 2020, p.536
- « Les conventions sur les présomptions », *AJ Contrat* 2019, p.378.
- « L'applicabilité spatiale du Règlement général sur la protection des données (RGPD) – Commentaire de l'article 3 », *JDI* 2018, doctr. 9, p. 823.
- « Problem Solving Justice in French civil matters », *Utrecht Law Review*, 14(3), pp. 31-39
- « Les présomptions dans l'ordonnance du 10 février 2016 », *JCP G* 2016, 1030 ; in *Libres propos sur la réforme du droit des contrats. Analyse des principales innovations de l'Ordonnance du 10 février 2016*, LexisNexis, 2016.
- « L'article 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Quel apport pour la protection des données à caractère personnel ? », *Légipresse* n° 332 – Novembre 2015, p. 593.
- « Les lois de police en droit de la consommation », *Revue européenne de droit de la consommation*, 2015/1, p. 39.

#### Notes d'arrêts :

- « Circulez y'a rien à voir ? Commentaire critique sous la communication de la Commission européenne du 15 janvier 2024 relative à la première évaluation des décisions d'adéquation adoptées sur le fondement de la directive 95/46 », *Daloz Actu*, 26 janv. 2024.
- « Pas de *mercy* pour « Madame » et « Monsieur » », *Daloz Actualités*, 3 juillet 2023.
- « Confusion dans l'articulation des règles nationales et européennes de compétence internationale », *Daloz Actualités*, 1<sup>er</sup> juin 2023.
- « RGPD et droit à la preuve en matière civile », *RLDI* mai 2023, p.8.
- « Discours sur la méthode du déréférencement », *JDI* 2023, comm.13.
- « La Cour de justice de l'Union européenne, pompier pyromane malgré elle : l'articulation des voies de recours ouvertes à la personne concernée par un traitement de données à caractère personnel », *Légipresse* 2023, n°412, p.161.
- "Les vicissitudes de la compétence internationale en matière de cyberdélict", obs. ss Civ. 1re, 1er févr. 2023, n° 20-15.703, *Daloz Actu* 17 mars 2023.
- « Quelle réparation pour le préjudice moral du fait d'une violation du droit de la protection des données ? », *Daloz Actu* 26 oct. 2022.
- « L'instrumentalité du for du lieu de matérialisation du dommage », note sous CJUE, *Gde ch.*, 21 déc. 2021, *Gtflix TV c. DR*, *Légipresse* 2022, n°401, p.163.
- « Précisions sur la compétence spatiale des autorités de contrôle en matière de protection des données : du guichet unique à l'extraterritorialité », *JDI*, janvier-mars 2022, n° 1/2022, comm. 5, p. 187
- « Much ado about Nothing? À propos des décisions d'adéquation du niveau de protection des données à caractère personnel au Royaume-Uni », *RLDI* 2021 n°184, p.29
- « Conventionalité de l'anonymisation d'une archive numérique de presse : les oscillations périlleuses du funambule », *Gaz. Pal.*, 14 sept. 2021, n°425, p.14

- « Arrêt Schrems III : l'impossible transfert des données vers les États tiers ? », Commentaire sous CJUE, gde ch., 16 juill. 2020, C-311/18, *Journal du droit international* 2021, p.631.
- « Déréférencement et données à caractère personnel relatives aux infractions et aux condamnations pénales : la Cour de cassation entre orthodoxie et divergence », *RLDI* 2020, n°166, p.25.
- Commentaire des arrêts CJUE, 24 sept. 2019, C-136/17, GC, AF, BH et ED c. CNIL et CJUE, 24 sept. 2019, C-507/17, Google LLC c. CNIL, *JDI* 2020, comm.6.
- Commentaire de l'arrêt CJUE, 31 janv. 2019, C-149/18, da Silva Martins, *JDI* 2019, comm.23, p.878.
- Commentaire de l'arrêt CJUE, 14 septembre 2017, C-168/16 et C-169/16, Nogueira e.a., *JDI* 2018/2, comm. 9.
- Commentaire des arrêts CJUE, 9 mars 2017, C-551/15, *Pula Parking* et CJUE, 9 mars 2017, C-484/15, *Zulfikarpašić*, *RCDIP* 2017/3, p. 472.
- Commentaire de l'arrêt de la CJUE, Gde ch., 18 octobre 2016, C-135/15, *République hellénique contre Grigorios Nikiforidis*, *Dr. soc.*, mars 2017, p. 196.
- Commentaire de l'arrêt de la CJUE, 25 mai 2016, C-559/14, *Meroni*, *Journal du droit international* 2016/4, p. 1232.
- Commentaire de l'arrêt CJUE, 19 novembre 2015, C-455/15 PPU, *P c. Q.*, *Journal du droit international* 2015/2, p. 589.
- « L'articulation des dispositions impératives objectivement applicables au contrat de travail international et de la loi élue par les parties (à propos de l'article 6 § 1 de la convention de Rome) », obs. sous Soc., 9 juill. 2015, n° 14-13.497, *Droit social* 2015, p. 741.

### **COLLOQUES, CONFÉRENCES :**

- « Le rôle de la compliance pour la protection des données », in J. MARCHAND et A. MAYMONT (dir.), *La compliance : regards croisés droit privé/droit public*, 8 mars 2024, Clermont-Ferrand
- « Les données bioéthiques : des données comme les autres ? », in Association Droit public fondamental (dir.), *La bioéthique et les droits fondamentaux*, Lyon, 21 mars 2024.
- « Arbitrage et droits fondamentaux », in M. COMBET et M. LAHOUAZI (dir.), *Arbitrage et Droit de l'Union*, Saint-Etienne, 29 mars 2024.
- « Table ronde sur les apports de l'IA-G pour les avocats, enseignants et étudiants en droit », in *Les legaltech au service des professionnels du droit*, 21 nov. 2023.
- « Blockchain et Web 3.0 », Rencontres Reflex, 7 nov. 2023
- « Panorama du droit européen en matière de transfert de données à caractère personnel », in *Le transfert des données à l'étranger*, Séminaire franco-chinois, Pékin, 18 oct. 2023.
- « Des entreprises gourmandes : la commercialisation des données génétiques et les risques pour le droit à la vie privée », P.-L. DEZIEL (dir.), *Des tests qui gênent : comment mieux protéger le droit à la vie privée à l'ère des tests génétiques en ligne ?*, Québec, 12 oct. 2023.
- « La notion de présomption », in A. TARDIF (dir.), *Présomptions et responsabilités*, Mulhouse, 22 sept. 2023.
- « Prospective disruptive sur les métadonnées », in H. GAUDIN, Th. DOUVILLE et M. SEJEAN (dir.), *L'analyse prospective et le traitement des métadonnées*, Paris, 23 juin 2023

- « Plaidoyer contre l'antagonisme des transitions écologiques et numériques. Pour une nouvelle gouvernance des données », in S. ADALID (dir.), *Relance et transition(s) : le nouvel âge de l'intégration*, Rouen, 8 et 9 juin 2023.
- « La cohérence de l'ordre juridique interne à l'épreuve de l'intégration du droit international privé de l'Union européenne », in F. HERVOUET et F. RASSU (dir.), *Cohérence et Ordres juridiques*, Poitiers, 9 et 10 mai 2023.
- « Problématiques de l'enseignement moderne du droit en France », in *Développement de l'enseignement du droit : Exemple des cliniques juridiques*, Le Caire, 2 mai 2023
- « Législateurs et juges : des acteurs dépassés par la globalisation numérique et juridique ? », G. Monaco Campos et H. Fulchiron (dir.), *Impacts de la globalisation des sources du droit : ordonnancements, acteurs et penseurs*, Université de Sao Paulo, 26 avril 2023.
- « Les voies de recours en cas de violation du RGPD », *Le RGPD 5 ans après : clés de compréhension*, 10 mars 2023, Lyon.
- « La compétence des fors européens dans la mise en œuvre de la loi par les autorités administratives et judiciaires », in M. HO-DAC et C. PELLEGRINI (dir.), *Gouvernance de l'intelligence artificielle dans l'Union européenne : quelle place pour la protection des consommateurs*, Douai, 15 et 16 déc. 2022
- « Les questions sociétales, nouvel écueil de la primauté », in H. GAUDIN (dir.), *La primauté du droit de l'Union européenne. Nouveaux visages, nouvelles questions, nouveaux raisonnements*, Palais du Luxembourg, le 7 oct. 2022.
- « La réception en France des outils de transmission inconnus en droit interne », « Transmissions hors succession (aspects internes et internationaux) », Colloque du 28 novembre 2017 organisé par l'ACENODE, l'ARNU-Lyon avec le soutien de La Chaire notariale européenne Lyon 3 (Elan CDC – UNOFI – LSN).
- « Le juge judiciaire et le droit au respect de la vie privée : aspects de droit international privé », « Transversales Lyon 2. Vie privée : quelle protection par le juge ? », colloque du 24 novembre 2017 organisé par l'équipe Droit, Contrats et Territoires.
- « La circulation des statuts familiaux entre la France, l'Italie et la Suisse », Université notariale de Franche-Comté, 3 novembre 2017.
- « Les conventions sur les présomptions », Conférence d'intégration, Université Jean Moulin Lyon 3, 10 octobre 2017.
- « Le reflux des éléments de contrôle des situations valablement acquises à l'étranger : l'exemple de la gestation pour autrui », Projet IFTIS, Séminaire de recherche « La circulation totale au-delà de tout contrôle », Lyon, 10 octobre 2017.
- « La prise en compte des lois de police par les autorités sportives », Normes étatiques et normes sportives : confrontation ou esprit d'équipe ?, Séminaire de recherche organisé par l'Equipe de Droit Privé Louis Josserand (Université Jean Moulin Lyon 3) et l'Université de Sao Paulo (USP), Lyon, 3 octobre 2017.
- « *Problem Solving Justice in French civil matters* », M. BOONE & P. LANGBROEK (dir.) Séminaire de recherche des 16 et 17 juin 2016 à l'Université d'Utrecht.
- « La coopération judiciaire en matière civile et pénale », *Construire et préserver la paix : une ambition européenne*, Actes du colloque du 26 novembre 2015, Pulim (à paraître).

**PARTICIPATION A DES RECHERCHES COLLECTIVES :**

- Projet transdisciplinaire « rgpdOS » (création d'un système d'exploitation conforme aux règles de protection des données) co-porté par Alain Tchana (ENS Lyon), Benoit Combemale (Université de Rennes I) et Ludovic Pailler.
- Projet « Plateforme européenne pour l'accès aux droits personnels et familiaux en Europe », porté par l'association FIJI (Femmes informations juridiques internationales Auvergne-Rhône-Alpes) et financé par la Commission européenne.
- Recherche post-doctorale sur l'évaluation et le développement de la qualité de la justice, Projet *Handle With Care* financé par la DG Justice de la Commission européenne ; Contributions aux rapports nationaux et comparés (novembre 2016-décembre 2017).

### **RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET COLLECTIVES :**

Co-responsable de l'organisation du Grand Tournoi des Masters de la faculté de droit (2023-2024)

Responsable du partenariat avec les universités de Bucarest (2021 à ce jour) et El Salvador (Buenos Aires, Argentine ; 2022 à ce jour).

Président du CRFPA 2022 et 2023.

Expert Hcéres (2021)

Chargé de mission aux formations « Droit, économie et gestion » (2021 à ce jour)

Membre de la Commission Recherche de l'Université Jean Moulin Lyon III (2021 à ce jour)

Membre du collège d'expert (section 01 ; 2021 à ce jour)

Assesseur du Doyen en charge de la Licence (2020 à ce jour)

Vice-Président d'un Comité de sélection (2020) et membre de comité de sélection (IUT Lyon, 2023 ; IUT Tulle, 2023 : Lyon 3, 2024 ; Grenoble, 2024).

Directeur de la clinique juridique (2019 à ce jour)

Directeur adjoint du Master 2 Droit privé international et comparé (2018-2019)

Co-responsable de la conférence régionale d'agrégation de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (2019-2020)

Secrétaire de la conférence régionale d'agrégation de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (2018-2019).

Responsable des échanges internationaux pour la zone « Europe du Nord » (2017 à 2022)